

Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité
Sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées
Annexe au Procès-verbal de la SCDA du 14/10/2024 n° 18

Dossier suivi par DDT04/SAUH/PC – Bruno POLI – Tél. 04 92 30 56 55 bruno.poli@alpes-de-haute-provence.gouv.fr

1/ ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC CONCERNÉ :

Désignation	Centre Hospitalier Intercommunal Alpes du Sud
Activité antérieure	médical
Activité projetée	médical
Adresse	4, avenue de la Libération
Commune	04200 Sisteron

2/ RÉFÉRENCE DE LA DEMANDE :

Origine de la consultation :	DDT04-SUCT pour la CC du Sisteronais Buech	Reçue le 27-08-2024
PC 39	N° PC : 004 209 24 00028 N° AT : 004 209 24 C0009	26/08/2024
Cerfa 13 824*04	N° AT : 004 209 24 C0009	
ADAP déposé antérieurement au 31/03/2019	N°ADAP :	
Suite à ADAP	SO	
Nom du pétitionnaire :	Centre Hospitalier Intercommunal Alpes du Sud	
Adresse pétitionnaire :	1, Place Auguste Muret	
Commune :	05000 Gap	

3/ AVIS SUR :

		Précisions
X	Demande d'avis sur Autorisation de Travaux	Rénovation aux niveaux 1 et 2 du bâtiment sud
	Demande de dérogation aux dispositions relatives	SO
	Nombre d'ERP / I.O.P.	1
	Type :	U
	Catégorie :	3ème

4/ RÉGLEMENTATION APPLICABLE :

Règles de l'EXISTANT
(arrêté du 08/12/2014 du Ministre du Logement, de l'Égalité des Territoires et de la Ruralité et du Ministre de l'Écologie, du développement Durable et de l'Énergie)

5/ RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES :

- VU la loi 2005-102 du 11/02/2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
- VU le Code de la Construction et de l'Habitation – art. L 111-7 à L 111-8-4 et R 111-18 à R-111-19-47

6/ AVIS TECHNIQUE :

Projet : L'AT porte sur des travaux de rénovations du bâtiment sud de l'Hôpital de Sisteron :

- **création de salles d'eau avec sanitaire dans chaque chambre**
- réfection de l'ensemble des surfaces (peintures, sols, faux plafonds...)
- **changement des menuiseries**
- **remplacement des volets roulants par des pare-soleil**
- pose d'une centrale de traitement de l'air
- mise aux normes des réseaux secs et humides
- **réorganisation des services**
- mise aux normes sécurité : création de colonnes de désenfumage, création de locaux techniques d'extraction dans les combles et mise aux normes du SSI.

- **au R+1 :** service médecine polyvalente 1 : création de 18 chambres avec salle d'eau accessible aux PMR (24 lits extensibles à 29) et hôpital de jour hors projet. Création d'un WC PMR mixte aux normes accessibilité ouvert au public. Les autres pièces ne sont pas ouvertes au public.

- **au R+2 :** service médecine gériatrique : mise aux normes accessibilité des chambres (36 lits extensibles à 41). Création d'un WC PMR mixte aux normes accessibilité ouvert au public, création de 2 salles à manger et d'une salle de kiné. Les autres pièces ne sont pas ouvertes au public.

Pour toutes les chambres :

- circulations intérieures horizontales continues et sans ressaut, largeur des portes de 0,9 m mini.
- WC PMR comme suit : aire de manœuvre de diamètre de 1,5 m dans le WC, aire de manœuvre latérale de 0,8X1,3m, barre de relevage latérale et lave-mains permettant le passage d'une personne en fauteuil.
- douche à siphon extra plat dans toutes les chambres

La notice accessibilité renseigne sur la prise en compte des autres exigences en référence aux articles de l'arrêté du 08/12/2014 (repérages/signalisations/caractéristiques/contrastes pour le visuel/absorption acoustique, etc.)

Sur la demande d'autorisation de travaux

En référence aux textes susvisés, **AVIS FAVORABLE**

LE DEMANDEUR EST INVITÉ À PRENDRE CONNAISSANCE DE SES OBLIGATIONS figurant en pièce jointe (NOTAMMENT pour la VISITE D'OUVERTURE à solliciter auprès de la sous-commission départementale d'accessibilité pour les ERP de 1^{ère} à 4^{ème} catégorie).

7/ DÉCISION :

A l'unanimité, les membres de la sous-commission entendus émettent un avis conforme à l'avis technique.

Pour le Préfet, par délégation,
Pour la Directrice Départementale des Territoires, par délégation
Le chef de Service Aménagement Urbain et Habitat,



Geraud TOUBERT

PI : fiche OBLIGATIONS

RSD (Règlement Sanitaire Départemental)/PMR (Personne à Mobilité Réduite)/ERP (Établissement Recevant du Public)/UFR (Utilisateur en Fauteuil Roulant) « ... » rappel réglementation/ADAP (Agenda D'Accessibilité Programmée)/AT (Autorisation de Travaux)

Information à l'attention du demandeur sur ses obligations :

Si après réalisation des travaux, et/ou compte tenu de la dérogation, objet de la présente autorisation de travaux, **votre établissement est totalement conforme aux règles d'accessibilité :**

Pour les opérations soumises à un PERMIS DE CONSTRUIRE (PC) : le maître d'ouvrage doit fournir, dans un délai de 30 jours après achèvement des travaux, à l'autorité qui a délivré le permis de construire, l'attestation de la prise en compte des règles d'accessibilité prévue à l'article L111-7-4 du CCH. Conformément à l'article R. 111-19-27 du CCH, cette attestation de vérification de la prise en compte des règles d'accessibilité établie par un bureau de contrôle ou un architecte est jointe à la déclaration d'achèvement prévue par l'article R 462-1 du code de l'urbanisme, préalablement à l'autorisation d'ouverture.

Pour les opérations soumises à une AUTORISATION DE TRAVAUX (AT) le maître d'ouvrage doit fournir à l'autorité qui a délivré l'autorisation de travaux (Mairie) et à la DDT/SAUH/PB/accessibilité, un document établissant la conformité de l'établissement aux règles d'accessibilité :

*** ERP de 5^{ème} catégorie : (ATTESTATION)**

Attestation sur l'honneur du propriétaire ou de l'exploitant, accompagnée de toutes pièces justifiant la réalisation des travaux

*** ERP de la 1^{ère} à la 4^{ème} catégorie, (VISITE de l'ERP + ATTESTATION)**

- après avoir demandé et obtenu **une visite de l'ERP** par la sous-commission départementale d'accessibilité (DDT), un des documents suivants vaut attestation :
- soit le ou les **procès-verbaux du groupe de visite** « accessibilité » de la commission Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (CDSA)
- soit **l'arrêté municipal d'ouverture de l'ERP** accordé sur la base de la conformité aux règles d'accessibilité
- soit **une attestation de vérification** de la prise en compte des règles d'accessibilité portant sur l'ensemble du bâtiment, établie par un bureau de contrôle technique agréé ou un architecte.

Si après réalisation des travaux, et/ou compte tenu de la dérogation objet de la présente autorisation de travaux, **votre établissement n'est pas totalement conforme aux règles d'accessibilité :**

vous devez déposer en mairie une Autorisation de Travaux (AT) (CERFA 13824*04) ou le dossier spécifique PC 39 joint à la demande de permis de construire (PC) (AT et PC 39 valant demande d'approbation d'Ad'AP) en vue de la mise en conformité totale de votre ERP »

lien pour le téléchargement :

- de l'Attestation d'accessibilité d'un ERP de 5^{ème} catégorie conforme à partir du 1^{er} janvier 2015
- du registre public d'accessibilité qui doit être mis à disposition dans les établissements recevant du public

<http://www.alpes-de-haute-provence.gouv.fr/Politiques-publiques/Amenagement-du-territoire-construction-logement/Accessibilite/accessibilite-ERP>